



Congrès des 3 et 4 octobre 2016
Syndicat Territorial CGT
des Industries Electrique et Gazière Marseille

**BILAN D'ACTIVITE DEPUIS LE CONSEIL GENERAL
DU SYNDICAT CGT
IEG MARSEILLE DU 11 MARS 2013**

Mes chers camarades,
Invités et Délégués à notre Congrès,

Tout d'abord, je voudrais vous remercier d'être venus si nombreuses et nombreux afin de contribuer à améliorer notre outil revendicatif CGT sur le périmètre de Marseille.

C'est un réel plaisir de partager ces moments emplis de fraternité, de convivialité mais aussi de travail et de démocratie.

Cela promet de vivre des débats riches et constructifs pour l'avenir.

Mais aussi, je dois le dire, un soulagement après tant d'heures de travail acharné pour la préparation de ce Congrès important.

Si l'été a permis le repos et la pause pour les salariés, il est clair qu'il n'y a pas eu de pause concernant la situation sociale, économique, politique, française, européenne et mondiale, toujours sur fond de terrorisme et conflits dans le monde.

Comme si cela ne suffisait pas, alors que la pression populaire a mis au point mort les accords TAFTA, un accord transatlantique, le CETA, déjà bien plus avancé sera examiné en novembre par le Parlement européen !

Ces accords instaurent des lois ayant force obligatoire et, sans compte à rendre aux instances démocratiques, octroient des droits nouveaux aux investisseurs étrangers et aux entreprises multinationales.

Le CETA est un projet d'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada.

En quoi le secteur de l'Energie français est-il concerné ?

Tous les Services Publics de l'Union Européenne se trouvent sous la menace des accords de commerce transatlantiques, qui pourraient compromettre les droits des citoyens à des services essentiels tels que l'eau, la santé ou l'énergie, et ce au profit des multinationales.

Le texte de l'accord prévoit une « liste négative » des services à ouvrir à la concurrence, c'est-à-dire que les états doivent préciser explicitement les secteurs échappant à l'accord de libre-échange. Tout ce qui ne serait pas précisé serait de fait, libéralisé...

L'accord CETA entre l'UE et le Canada comme l'accord TAFTA en négociation avec les États-Unis pourraient verrouiller la marchandisation des Services Publics de façon irréversible et ôter aux gouvernements la capacité de les réglementer. L'accord CETA doit être approuvé par l'ensemble des Parlements nationaux des pays membres de l'UE, par le Canada, approuvé au Conseil Européen et voté au Parlement Européen. Toutefois, il peut être mis en œuvre provisoirement avant même d'avoir été ratifié par chacun des pays...

La CGT comme la CES et le CTC (Congrès du Travail du Canada) sont opposées au projet d'accord de libre-échange tel qu'arrêté entre l'Union Européenne et le Canada.

La CGT va s'employer à interpeller les députés français afin qu'ils votent contre cet accord, ainsi que les députés européens en lien avec la CES.

Il n'est pas possible de terminer ce petit tour international s'en revenir au terrorisme et aux horribles attentats qui ont marqué l'été, la France à Nice et St Etienne du Rouvray, l'Allemagne, la Turquie...

Nos gouvernants devraient s'attaquer à l'idéologie même qui appelle à commettre de telles violences.

La réponse ne peut être la répression aveugle, l'intensification de la guerre en Lybie, en Irak ou en Syrie ou bien encore la détention administrative des présumés terroristes comme le préconisent des Sarkozy, Estrosi ou Le Pen car la haine nourrit la haine.

Martin Luther King ne disait-il pas : « *L'obscurité ne peut pas chasser l'obscurité, seule la lumière le peut. La haine ne peut pas chasser la haine, seul l'amour le peut.* »

Comme le dit Javier Valenzuela, journaliste et écrivain espagnol, le combat contre le djihadisme doit être mondial : pas seulement politique et militaire mais aussi idéologique, culturel, et socio-économique.

Les salariés français eux ont besoin de réponses à leur exigence d'une nouvelle donne sociale comme ceux d'Italie, de Grèce, et d'Espagne où la crise continue à persécuter les plus démunis.

Comment combattre le terrorisme, DAESCH et la fabrique de la terreur ? C'est un défi politique en général lancé à la démocratie en particulier, un défi lancé à une société de la marchandise et du spectacle.

Les médias et les politiques sont pris par une stratégie de l'émotion et de la réaction immédiate. Ne tombe-t-on pas dans le piège tendu par DAESCH ? Nous sommes confrontés à une logique d'information calquée sur celle du marché : l'audimat. C'est un moyen pour certain individu d'obtenir une reconnaissance sociale qu'ils n'avaient pas par ailleurs.

Le besoin de communiquer, d'informer en permanence, peut avoir des effets pervers. Il empêche de réfléchir à long terme sur, finalement, la seule question qui vaille : comment notre société a-t-elle pu enfanter de tels monstres et une rupture aussi totale entre eux et nous ?

Il faut creuser les sources historiques, sociales, culturelles, politiques qui nous ont conduits là.

Face à une civilisation matérialiste qui se réclame des valeurs du commerce, de la finance, de la technique, de la raison pratique, tous les laissés-pour-compte de la planète cherchent des alternatives et ce, d'autant plus que les alternatives progressistes que pouvaient représenter le communisme, le socialisme (le vrai !), l'humanisme ont beaucoup de peine à se faire plébisciter par les Peuples.

On est face à une crise des valeurs et des pratiques libérales.

La perte de sens de l'existence, de direction et de valeurs, la perte de morale et d'intelligence critique du monde, sont ce qui nourrit la guerre de tous contre tous sur le marché de la compétitivité et de la flexibilité. Ce qui démolit les protections et favorise l'émergence de révolution conservatrice. Ce qui en définitive fait partie de la même niche culturelle que la montée des extrêmes droites, des racismes, des nationalismes.

On nous a fait perdre nos raisons d'espérer.

Il faut redonner à la jeunesse, notamment, des motifs d'espérer qui ne peuvent reposer que sur une promesse et une confiance. La politique est en panne. Il y a nécessité de réinventer la démocratie par l'humanisme. Le danger aujourd'hui est que les démocraties multiplient les mesures sécuritaires et en arrivent à perdre leur âme de liberté et de confiance.

Après le pacte de stabilité, nous avons eu le pacte de sécurité. Il faudrait un pacte d'humanité. **Il faut tirer un trait sur le néolibéralisme, il a accru les inégalités sociales et les divisions !**

Il faut repenser l'Europe, non plus à partir d'un dispositif pour faire des affaires, mais en étant un lieu d'histoire, de culture partagée et construire une « fraternité européenne » comme disait Victor Hugo en 1848.

Dans ce contexte et cet « état d'esprit » européen, s'entassent des milliers de réfugiés privés de tout et secourus par des organisations humanitaires. Cela se passe dans l'indifférence générale. Les autorités françaises sont avant tout soucieuses de refouler ces indésirables et l'Union Européenne a pour souci de les marginaliser. Elle achève ainsi de discréditer un peu plus l'humanisme dont elle se prévaut hypocritement...

SITUATION NATIONALE

A la suite d'une élection remportée de justesse en 2012 par le candidat PS que l'on connaît, qui promettait de combattre la finance et incarnait « le changement »..., le monde du travail lui, faute d'une mobilisation insuffisante, a rapidement déchanté.

Que sont devenues les promesses de campagne du candidat Hollande ?

Que sont devenus le retour à la retraite à 60 ans pour tous, la baisse du nombre de privés d'emplois, l'amnistie des syndicalistes, l'octroi de moyens supplémentaires pour les salariés et leurs représentants... ?

A l'opposé de tout cela, le règne de Hollande, c'est en fait un florilège de lois scélérates et plutôt... « Fort avec les faibles, faible avec les forts ! ».

« Moligasse sur la forme, mais autoritaire sur le fond ! »

Un gouvernement complaisant, bienveillant aux revendications du MEDEF... très loin des discours de la campagne à l'élection présidentielle...

Jugez plutôt : l'ANI, report de 2 années du départ à la retraite, le CICE avec 40,6 milliards d'euros versés aux grosses entreprises... qui n'en ont pas besoin..., la liquidation des Services Publics, recours répété au 49.3, la loi Macron, la loi Rebsamen, et en ce moment, la loi El Khomri !

Ainsi, nous nous sommes quittés début juillet, fatigués mais fiers et déterminés après plus de 4 mois d'une mobilisation inédite.

Une mobilisation inédite voire historique de par sa durée, sa dimension intersyndicale unie, la diversité et l'originalité des modes d'actions choisis par les salariés, l'appropriation et la compréhension par une très large majorité de salariés, jeunes, privés d'emplois et retraités, de la nocivité du projet de loi travail, le rejet largement majoritaire et durable par les français et de très nombreux parlementaires, la majorité des Organisations Syndicales, le comportement autoritaire du gouvernement.

Dans la lignée de ces éléments d'analyse, l'été a vu, en France, la promulgation sans surprise de la loi travail par un nouveau recours au 49-3, loi de casse des droits des salariés, des annonces récurrentes de suppressions de milliers d'emplois, un chômage toujours de masse, de nouvelles attaques aux libertés syndicales.

Cet été, le gouvernement a aussi voulu nous expliquer que les chiffres du chômage étaient en baisse jouant du camouflage et des vases communicants alors que la loi travail va aggraver le chômage et la précarité.

De plus, alors que nous revendiquons une protection sur les libertés syndicales, le gouvernement répond par la criminalisation de l'action syndicale en renforçant la répression syndicale.

Les attaques contre la CGT ne se sont pas arrêtées. Plusieurs camarades ayant participé aux différentes manifestations contre la loi travail ont été mis en garde à vue avant de comparaître devant un juge.

Pour le gouvernement toutes ces arrestations arbitraires n'avaient qu'un seul objectif, de bâillonner le mouvement social et de discréditer l'expression collective largement soutenue par la population, alors que dans le même temps les casseurs agissaient à leur guise ! Comme vous le savez, la CGT a demandé l'ouverture d'une enquête parlementaire concernant le maintien de la sécurité dans les manifestations.

Face à de tels agissements commandités en haut lieu, la CGT réaffirme la nécessité d'une loi d'amnistie.

Pour l'instant, la seule réponse que nous avons eue de la part du gouvernement, date du 8 août, de la ministre du Travail, en autorisant le licenciement de Vincent

Martinez, élu CGT à Air France, alors que l'inspection du travail avait refusé son licenciement.

Rapidement, nous avons condamné une décision proprement scandaleuse avec une attitude revancharde du gouvernement par rapport à la bataille menée, contre la loi travail.

La CGT ne se laissera pas faire face à toute forme d'intimidation. Nous condamnons toute forme de répression visant à tenter de museler la moindre contestation.

Dans cette rentrée, je ne peux ne pas évoquer, que cela fait 80 ans, cette année, que les congés payés ont été gagnés de haute lutte, comme un acquis social de premier ordre, permettant aux salariés et leurs familles de profiter, tous les ans, de moment de détente en dehors du travail. Pourtant, 80 ans après, malgré son extension à 5 semaines de congés, la moitié des français ne sont pas partis en vacances.

Cette situation doit nous interroger, mais aussi nous alerter, sur le pourquoi de moins en moins de salariés mais également des retraités ne partent pas.

Ce sont 134 décrets dans les 3 mois qui vont tomber.

Un sondage Odoxa-FTI du 18 juillet, relevait que 7 français sur 10 sont mécontents de l'adoption définitive du projet de loi travail et plus de la moitié d'entre eux souhaite que les manifestations contre le texte se poursuivent.

C'est un bon point d'appui ajouté à l'ampleur des mobilisations du printemps pour poursuivre la rencontre et le débat avec les salariés, les jeunes, les retraités, les privés d'emploi et les appeler à se mobiliser massivement le 15 septembre pour exiger l'abrogation de la loi travail et porter un vrai projet social avec l'augmentation du pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail à 32h.

Pour autant, cela ne nous exempt pas du nécessaire bilan de ce mouvement en termes de vie syndicale, car nous n'avons pas eu l'implication de tous les militants et la mobilisation de plus de salariés.

Des camarades, nos frères et sœurs de lutte se sont faits matraqués, gazés, humiliés, mis en garde à vue, roulés dessus parfois...

Une mobilisation qui s'est inscrite dans la stratégie décidée et votée par les Syndicats de la fédération, de lier le rejet du projet de loi « Dumping social » et notre cahier revendicatif fédéral autour de 3 axes : salaires / pouvoir d'achat..., emplois / réorganisations des entreprises du secteur de l'énergie..., financement et avenir des Activités Sociales / 1%.

Il nous faut poursuivre et amplifier notre campagne CGT contre les idées d'extrême droite au plus près de nos Syndicats et des salariés, car malheureusement le discours et les mensonges du FN font des dégâts dans les esprits.

Bien entendu, on ne peut pas sous-estimer le besoin de protection, de sécurité des populations, mais la sécurité c'est aussi ce que peut apporter notre

environnement social, culturel, symbolique, matériel. L'état d'urgence a été prolongé au même moment où passait la loi travail avec un nouveau 49-3.

Cette loi est elle-même une mesure d'insécurité !

Etat d'urgence à nouveau reconduit pour la 4ème fois jusqu'en octobre alors qu'il a pourtant montré ses limites, sans apporter les réponses adéquates tout en portant atteintes aux libertés collectives et individuelles. Nous devons réaffirmer les valeurs essentielles de notre démocratie et de notre République.

La sécurité, c'est aussi la protection sociale, la santé, l'éducation, la culture, la justice...

Et tout cela est bien mis à mal par les réformes antisociales des gouvernements successifs, les suppressions de postes de policiers par exemple, la dégradation ignorée de la situation des plus démunis...

Cette année, on a appris également que pour la 1^{ère} fois depuis 1 siècle en France, l'espérance de vie des salariés hommes et femmes, recule...

Cela doit attirer notre attention : doit-on accepter cela en 2016 ?

Alors que les salariés français n'ont jamais produit autant de richesses par le travail ?... Doublées exactement depuis 2000 !!!

Il nous faut rester extrêmement vigilant et condamner toutes tentatives d'opposition des salariés et des citoyens et à toutes tentatives d'amalgames générant encore plus de ruptures.

Et dans ce contexte, la multiplication des candidats aux élections présidentielles, la concurrence et les critiques que se livrent les uns et autres, les surenchères dans les déclarations sur les questions de sécurité notamment, les promesses, ne sont que des postures politiciennes de campagne loin de la réalité des populations, loin de la prise de conscience de la situation voire la niant ou s'en accommodant pour des questions de pouvoir personnel.

Nous ne devons pas laisser détourner l'attention des questions sociales qui sont au cœur des préoccupations des salariés, de leur quotidien de travail.

La période est propice à tout instrumentaliser pour des motifs politiques en maniant la peur, les amalgames entre islam et terrorisme. Le débat autour du Burkini en est un bien piètre exemple à nouveau. Avec cette stigmatisation, on libère de plus en plus la parole raciste et en excluant, on aggrave le problème de la République. Comment ne pas voir que ces humiliations, ces arrêtés font aussi le jeu des islamistes radicaux en choquant les musulmans qui peuvent avoir le sentiment d'être de plus en plus rejeté et stigmatisé ?

Tout cela a plusieurs objectifs : dévoyer le débat des présidentielles, détourner l'attention des vrais problèmes du pays et préparer le terrain à de nouvelles régressions sociales !

Tout cela fait partie de la société du spectacle qui discrédite complètement la parole politique. Il faut que le politique réhabilite sa parole sans confier sa décision à des indicateurs quantitatifs de performance économique et financière ou de sondage d'opinions.

Il faut donner des raisons d'espérer, de penser à l'avenir. Camus disait « *Vivre sans avenir, c'est vivre comme des chiens contre les murs* ».

Il faut rétablir le langage de l'humanité, relier les hommes entre eux.

Il faut inventer une politique de la solidarité contre l'hyper capitalisme et les terrorismes, contre les barbaries de l'un et des autres et produire du commun.

Il faut reconstruire du lien social et ré humaniser la société civile.

Il faut conforter les valeurs qui font société, le penser ensemble, le vivre ensemble.

Il faut redonner sa place au débat et à la confrontation, qui débouche sur autre chose que la violence. Si nous transformons la crise et autres fractures sociétales en débat, nous aurons certainement moins d'individus à la dérive.

Fidèle à lui-même, le patronat pour sauver ses prérogatives, ses profits, ses privilèges, a lancé une guerre économique et sociale de grande ampleur, peut-être sans précédent depuis 1945, avec une seule idée, enraciner dans les têtes qu'on ne peut rien faire bouger, qu'il n'existe pas d'autre politique possible que le libéralisme partout...

Et puis, comment espérer changer la société quand on passe 3 heures de son temps libre à regarder des programmes TV concoctés par la finance ?!!!

Dans ce monde dominé, pour le moment, par la finance, les salariés peuvent-ils compter sur quelqu'un d'autre que sur eux-mêmes et leur outil CGT, pour obtenir des améliorations concrètes et immédiates de leurs conditions de vie ?...

Certains confusionnistes..., valets..., marionnettes... ou toutous..., c'est comme vous voulez, prétendent que la lutte des classes n'existe plus et qu'il s'agirait d'un concept dépassé. Ah oui ? Alors pourquoi la misère augmente, le chômage, la précarité aussi tandis que les entreprises du CAC 40 et les patrons à leur tête, année après année, amassent plus de milliards ?!

Victor Hugo disait : « *C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches.* »

Pour espérer conserver ce système et leurs privilèges, les possédants ont repris la main sur de nombreux domaines : les médias, la politiques, mais aussi l'industrie, la culture....

Cela leur permet de détourner l'attention de ceux qui en souffrent en orientant quotidiennement les débats sur des questions identitaires ou ethniques.

Je vous parie que si on les laisse faire, la campagne des élections présidentielle tournera uniquement autour de ces questions. Mais je sais que toute la CGT ne laissera pas faire.

Tous ensemble, nous devons imposer les questions sociales au-devant de la scène ! Sinon, qui le fera ?

SITUATION dans les IEG

Dans le secteur de l'énergie, de nouveaux coups portés au Service Public et la poursuite de la libéralisation accrue du secteur, avec le passage au CA d'EDF du projet HYNKLEY POINT C, la privatisation de RTE, la fermeture de

FESSENHEIM, la poursuite de l'extinction du THF, des ventes de patrimoine et dégradation du Service Public à ENEDIS et GRDF, la mise à mal des stockages gaz, le statu quo sur AREVA...

Le 18 juillet, les Organisations Syndicales CGT, CFE-CGC, FO et UNSA Industrie ont quitté la réunion organisée par le Ministre de l'Economie et de l'Industrie, Emmanuel Macron, prétendument organisée pour traiter de la refondation de la filière nucléaire française. En réalité, il s'agissait d'une manœuvre pour parler du projet nucléaire britannique Hinkley Point et ainsi permettre au Ministre d'afficher un dialogue de façade.

La Présidence d'EDF, soutenue par Emmanuel Macron, a décidé d'un passage en force fin juillet, par la prise de la décision finale d'investissement par le Conseil d'Administration d'EDF, sans attendre le résultat de l'action juridique pourtant initiée légitimement par le Comité Central d'Entreprise (CCE) d'EDF à l'unanimité.

Le Conseil d'Administration d'EDF a eu lieu le 28 juillet avec notamment à l'ordre du jour l'investissement dans les 2 réacteurs nucléaires d'Hynkley Point.

Le passage en force est effectif alors que tous les administrateurs salariés ont voté contre, qu'un administrateur indépendant a voté contre et qu'un administrateur présenté par l'état a démissionné.

Une diffusion de tracts a eu lieu à Wagram et de nombreux communiqués intersyndicaux envoyés pour réaffirmer notre opposition et nos propositions.

Le soir même nous avons appris que le gouvernement anglais se donnait le temps de la réflexion jusqu'à l'automne...

La décision du CA est plus que controversée. C'est sa validité qui est désormais questionnée comme sa compatibilité avec les règles d'une gouvernance d'entreprise responsable, exemplaire et transparente.

Il semble également acquis que la veille du Conseil d'Administration, certains ont été informés que les Britanniques avaient besoin de plus de temps, ce qui a conduit ces derniers à reporter leur décision à l'automne. Ces informations laissent à penser que certains des administrateurs disposaient d'une information cruciale sur le projet HPC, alors que la volonté britannique à aller très vite a toujours été présentée comme la justification de l'urgence à signer.

Nous considérons par conséquent que la délibération du Conseil d'Administration EDF sur HPC, prise sur la base d'informations incomplètes, est nulle et non avenue et nous engageons une procédure juridique.

Toujours, lors du Conseil d'Administration d'EDF du jeudi 28 juillet 2016, la présidence du groupe EDF a effectué une information concernant la vente de 49% du capital de RTE.

Le rendez-vous au MEDDE, le 19 juillet, n'aura été qu'une nouvelle mascarade. Celle-ci serait effectuée avec la Caisse des Dépôts et Consignations, ainsi que sa filiale CNP assurances. La valorisation du RTE pour cette opération atteindrait les 8,4 milliards d'euros quand la valorisation de 50% des actifs actuels par EDF, hypothéqués pour le démantèlement futur des centrales nucléaires, était lui de 2,5 milliards d'euros...

Cette ouverture de capital n'est qu'une opération financière visant à renflouer les caisses d'EDF pour alimenter ses investissements et notamment boucler le financement d'Hinkley Point.

La fermeture de la centrale de Fessenheim revient au-devant de la scène avec l'annonce par la Ministre Ségolène Royal d'un accord trouvé entre EDF et l'Etat. Puis avec l'inscription de sa fermeture au CCE d'EDF du 14 septembre. L'accord prévoit le versement de 400 millions d'indemnités à EDF. Une aberration économique car la centrale largement rentabilisée et ayant reçu l'autorisation de poursuite de son activité pour 10 ans par l'ASN, rapporte aujourd'hui 250 millions à EDF. Social car l'impact est conséquent sur l'emploi direct et indirect.

Un scandale d'état car le montant de l'indemnisation est loin des 2,5 milliards budgétés pour son démantèlement et loin des 4 milliards de préjudice pour EDF évoque par un rapport parlementaire.

Il est clair qu'il nous faut rester en veille permanente car se dessine à l'horizon le traitement d'autres dossiers destructeurs du modèle énergétique français, sous couvert de la mise en œuvre de la loi de transition énergétique, fermeture des centrales EDF au fioul, avenir des centrales thermiques comme UNIPER à Gardanne, avenir du groupe AREVA, la mise en concurrence des concessions hydro-électriques, le plan d'économie d'EDF de 1 milliard avec la suppression de 4.000 emplois en majeure partie dans le commerce et le tertiaire, les réorganisations et plan divers de « réduction des coûts et de productivité » à ENGIE, STORENGY, ENEDIS, GRDF, etc.

Il est temps que le gouvernement et les pouvoirs publics fassent le choix de réorienter la stratégie du Groupe EDF et plus largement des entreprises du secteur énergétique vers un projet industriel et social au service des usagers et de la Nation.

Cette rentrée se place également sur fond d'élections de représentativité dans la branche des IEG et chez TOTAL, ainsi que les élections TPE. Quelle meilleure campagne et dynamique qu'une campagne portée par la mobilisation des salariés sur leur cahier revendicatif et l'appropriation des propositions de la CGT.

L'enjeu de résultats positifs pour la CGT est indispensable au rapport de force.

Concernant les Activités sociales et les négociations qui s'ouvrent, il nous faut ré impulser le plan de travail fédéral décidé pour aller notamment à l'action le 18 octobre.

Il faut noter 10.000 pétitions CGT et plus de 30.000 pour la pétition CCAS.

Concernant les retraités, sur un plan général, voici 3 ans que les pensions sont bloquées. Les diverses mesures fiscales notamment la suppression de la ½ part fiscale pour les veuves ou veufs, la réintroduction des avantages en nature et la fiscalisation de la majoration de pension pour avoir élevé 3 enfants ou plus, font qu'il y a une réelle perte de pouvoir d'achat des pensions.

Cela est sans précédent !

Concernant, la loi « Adaptation de la société au vieillissement », si par certains points il y a du plus (amélioration de la prise en charge de l'autonomie – GIR), beaucoup de points restent à définir ou à améliorer (place des Organisations syndicales dans les structures départementales – CODERPA, financement des EPHAD, montant des aides à domicile).

De plus, Il nous semble que la loi prépare une évolution qui éloignerait encore plus les prises de décisions (suppression des prérogatives départementales pour une approche en régions voire en Métropole).

Quelques mots sur la vie syndicale, notre état d'organisation et les enjeux de syndicalisation, indissociables de notre démarche revendicative et de la construction du rapport de force.

Ce bon résultat montre la voie à suivre, notamment en direction de la jeunesse, mais il doit aussi se traduire par une progression de notre nombre d'adhérents au global. Notre seul indicateur fiable est celui du règlement des cotisations aux structures, et nous ne pouvons continuer à solder les exercices avec une année de retard par rapport aux cotisations perçues par les syndicats.

Au regard du nombre de retraités ou inactifs (16 millions), une force considérable en termes économique, le taux de syndicalisation notamment à la CGT est largement insuffisant. La continuité syndicale mais aussi la syndicalisation des retraités est primordiale. Nous perdons chaque année quelques mille adhérents. Pourquoi être syndiqué à la retraite est une nécessité, sachant que le militantisme retraité est différent du militantisme des actifs, voici un thème qui sera débattu lors de notre prochain congrès UCR et prochaine conférence UFR Mines Energie. En effet rien n'est évident en la matière. Nous souhaitons relancer un grand débat actifs/inactifs sur le sujet, notamment lors de notre congrès FNME.

Posture dans les IRP : faibles victoires. Plus un outil des employeurs, conséquence du désintérêt du personnel.

On ne le dira jamais assez : IRP vraiment efficaces seulement si le personnel s'en empare...

Dans nos entreprises, les employeurs demandent toujours plus, plus de flexibilité, plus de temps de travail, plus de contraintes, plus de responsabilités, plus de diplômes, plus de compétences, plus de polyvalence, plus de docilité, plus de mobilité...

Sommes-nous plus payés en conséquence ? Vous connaissez la réponse aussi bien que moi !

Depuis plusieurs années, notre salaire national de base, progresse de 0.3 % environ quand le coût de la vie augmente de 1.3 %. Notre inaction collective nous fait donc perdre, en moyenne, 1 % de pouvoir d'achat par an...

Cela a pour effet recherché de mettre en concurrence les agents, en se plaçant pour monter l'astreinte ou effectuer des heures supplémentaires. Mais cette mise en concurrence, trop facilement acceptée, affaiblit le rapport de force global, ce

qui nous rend mûrs pour se faire attaquer et perdre encore quelque chose... Voilà comment ils raisonnent.

Les possédants ont trouvé une nouvelle cible : les IEG !

Leur devise ? Pourquoi faire gratuit ce qui peut être payant ?!!!

Depuis quelques années, le secteur de l'énergie est la proie des requins de la finance.

Février 2000 : adoption de la directive d'ouverture des marchés de l'énergie ; en 2005 : ouverture du capital de GDF puis d'EDF.

On était loin de mesurer à quel point notre quotidien et celui des usagers allait être chamboulé.

Changement de nom : passage d'EGS à EGD.

Arrivée des CDD, de l'intérim, des alternants a outrance pour remplacer l'emploi statutaire.

2006 : transfert de la relève au privé sur Marseille.

2007 : ouverture totale des marchés de l'énergie, y compris domestique.

La Branche Commerce est créée.

2008 : EGD devient ERDF-GRDF.

2009 : fusion Suez et Gaz de France.

29 juillet 2015 : Suez et Gaz de France deviennent ENGIE

Mai 2016 : ERDF devient ENEDIS pour un coût de 300 millions d'euros

SITUATION DE NOTRE SYNDICAT

Nous sommes tombés au sein d'un Syndicat exigeant. Cela est intimement lié à notre histoire, histoire que je partage depuis juillet 2002.

De nombreuses initiatives comme les journées d'études, le dernier forum PACA Bruscu du 2 septembre, ont marqué par la richesse des échanges et du contenu mais trop souvent, nous avons eu du mal à élargir le cercle au-delà des militants convaincus.

Durant ces 2 jours, le Congrès aura également à imaginer de nouvelles pistes pour rendre nos forces plus organisées, nos syndiqués, plus acteurs.

En premier lieu, il me semble que nous avons le devoir de gommer le décalage entre les militants permanents, les militants non permanents et les syndiqués.

Nous sommes tous des adhérents CGT, certaines et certains d'entre nous sont justes investis de plus de responsabilités par notre Organisation.

Organisation, disais-je, signifie se conformer aux règles de vie et pratiques CGT.

Mais nous pouvons être confiants lorsqu'on constate le nombre de jeunes et de nouveaux syndiqués présents pendant ces 2 jours.

Trop souvent et on n'y est pas toujours étranger, les responsabilités et les mandats syndicaux sont boudés car perçus comme des corvées, voire du temps perdu. D'ailleurs nos employeurs savent très bien s'organiser pour donner ce sentiment.

Pourtant les responsabilités syndicales à la CGT, pour peu que les élus et mandatés participent à la vie de leur Syndicat, sont source d'émancipation et de bien-être en œuvrant au service des autres et de l'enrichissement humain.

Cela me permet de rappeler comment à la CGT on considère les mandats IRP ou sociaux : des moyens importants pour disposer d'argent (CE et CCE) et de temps à travers les heures de délégation dans le but de porter et faire aboutir les revendications du personnel construites avec leur outil CGT.

Tout ça pour dire qu'on doit se sentir d'abord militant ou militante de la CGT avant délégué du personnel, élu CE, élu CHSCT, correspondant SLVie ou autre !

Etre militant de la CGT ne signifie pas être stéréotypé, formaté, ou je ne sais quoi. Notre organisation, par son intelligence collective, a toujours su intégrer la diversité des salariés : retraités, femmes, jeunes, cadres, maitrises, exécutions, techniques ou tertiaires, tout le monde doit trouver sa place à la CGT. C'est une des conditions essentielles pour que chacune et chacun puisse se sentir bien dans son orga.

Se sentir bien : qu'est-ce que chacune et chacun fait pour que l'on s'y sente le mieux possible ?

Nous sommes à la croisée des chemins : les jeunes ne sont pas encore assez impliqués, ainsi on manque de militants, de syndiqués..., ce qui a généré un cumul important de mandats...

Notre Syndicat a décidé d'intégrer notre jeune camarade Franck Catino au Bureau. Cela nous a fait du bien car il nous bouscule et il a rapidement compris quel était son rôle.

Nous avons également décidé l'élargissement des invités des SS aux travaux de notre Commission Exécutive.

Formation

Stage Journées Jeunes Embauchés :

Nombre de sessions, nombre de jeunes formés...

Communication : outil Facebook, site internet du Syndicat (devenus des références pour de nombreux camarades de la région, du national et de l'interpro).

Hausse continue de la fréquentation de notre site internet.

Elections IRP

Travailler à ce que le corps militant CGT soit à l'image des salariés que l'on représente.

Pour ne pas être isolé, notre Syndicat doit encore mieux travailler avec un maximum d'appuis d'abord avec les orgas CGT, mais également dès que cela est possible, avec les autres Organisations Syndicales comme nos Statuts le prévoient...

Dans le même temps, les inactifs se voient également maltraités, conséquence du passage d'une entreprise 100 % publique (**E.P.I.C.**) au service de l'intérêt commun, à une Société Anonyme avide de bénéfices pour ses actionnaires.

Néanmoins, comparativement à d'autres entreprises de Service Public de dimension nationale et malgré des difficultés indéniables, notre syndicalisme a plutôt bien résisté, non sans efforts.

Quand on connaît l'histoire de nos entreprises, comment accepter aujourd'hui sans bouger que des salariés travaillent côte à côte tout en étant de Conventions Collectives ou de Statuts différents ? A qui profite cette situation ?

La **C.G.T.**, notre **C.G.T.**, doit avoir l'ambition à chaque instant de solidariser les salariés entre eux, quelques soient leurs statuts, d'être le syndicalisme de toutes et tous, dans le but de faire converger et aboutir leurs légitimes revendications.

Plus elle est « collective », plus employeurs redoutent notre **C.G.T.**.

Gagner sur nos revendications passe par l'élargissement du rapport de force. Cela passe inévitablement par la question du déploiement de la **C.G.T.**, car comme dit le célèbre adage : "*Pas de conquêtes sans conquérants !*".

Travailler ensemble pour progresser passe par une meilleure acceptation des méthodes décidées ensemble, cela commence par l'application par toutes et tous des décisions prises par notre **Commission Exécutive**.

Dans nos fonctionnements, les décisions et orientations doivent être la résultante des débats initiés au plus près de la base. C'est pourquoi le défi à relever consiste à ramener encore mieux les pouvoirs de décisions au local.

Le danger qui nous guette en permanence, c'est la dérive, la facilité par le manque de débats entre nous, par manque de lecture, qui représente pourtant un des fondamentaux **C.G.T.**.

Est-ce utile de rappeler que les réunions d'une **Commission Exécutive** ne sont pas de simples réunions d'information du personnel mais bien des espaces dans lesquels des responsables élus prennent des décisions ?!

Ne l'oublions jamais, le personnel attend de nous de dégager des perspectives, tout le temps, en toutes circonstances...

Nous avons aussi à continuer la dynamique de syndicalisation car tout recul des forces organisées se traduit inévitablement par un recul aux élections de représentativité car moins de salariés convaincus induit moins de débats d'idées et au final, un recul du rapport de forces.

Notre syndicalisme est confronté à une situation inédite que vous connaissez toutes et tous : l'arrivée massive de nouveaux embauchés auxquels notre syndicalisme doit s'employer à laisser toute la place qu'il leur revient.

En même temps, les employeurs embauchent bien parce que des départs massifs à la retraite sont en cours... Ce qui en dit long sur le travail à réaliser pour améliorer la **continuité syndicale**... Le potentiel est bien présent, c'est certain. Il est de notre devoir de le concrétiser...

Plus que jamais, nous avons devant nous le défi à relever du droit à l'énergie pour tous. Besoin de réaffirmer pour toutes et tous, sans distinction. Cet objectif pose la question de la réappropriation du secteur par le peuple, les usagers, les Organisations Syndicales, les Associations, les salariés... dans le but de leur donner de nouveaux moyens d'intervention, afin de l'extraire des griffes des intérêts privés.

Depuis notre dernier **Conseil Général du 11 mars 2013**, quel chemin parcouru ! Je vais tenter de retracer avec vous les temps forts de ces 3 années écoulées auxquels notre Syndicat a participé, y compris parfois dans l'organisation.

2013

28 mai : forum public sur la Transition Energétique au Parc Chanot

11 juin : forum public sur la transition énergétique à Montpellier

12 juin : visite à la permanence du député Tian, à l'origine d'un projet de Loi visant à supprimer le tarif agent

13 juin : journée des Energéticiens à la Centrale de Gardanne

24 juin : rencontre avec le député Tian

21 novembre : Elections IRP

29 novembre : formation des militants sur le coût du capital

2014

1^{er} avril : soutien des camarades de LS Services au TGI d'Aix

13 octobre : soutien aux camarades des Moulins Maurel en tenant notre Commission Exécutive sur place.

4 novembre : 1^{ère} action contre la Transition Energétique sur le site Hydraulique de Ste Tulle

21 au 27 novembre : lutte des Electriciens marseillais suite agression d'un des leurs en intervention dans un quartier sensible

2015

15 janvier : tractage aux usagers au métro Joliette contre cette Transition Energétique

29 janvier : rassemblement à Paris contre la loi de Transition Energétique

12 février : soutien à Ghislain Begnaud, délégué syndical d'INSIMIA à Avignon

7, 8 et 9 Avril 2015 : lutte des Gaziers sur cahier revendicatif

Après 3 jours de lutte intense dont une nuit passée sur le site occupé, 11 revendications satisfaites sur 14. Résonnance dans tout le pays.

19 mai : action de NEXIS à Calanques avec blocus la matinée.
29 mai : départ à la retraite de Bernard Sève à la Pointe Rouge.
4 juin : action du personnel CCAS Viton pour faire embaucher Sandrine Barthélémy, en CDD depuis plus de 4 ans à la CCAS.
24 juin : débat sur la Loi Macron avec Gérard Filoche au Camps des Milles (120 participants)
9 juillet : réunion Jeunes Soulac à la Pointe Rouge
27 novembre : départ à la retraite de Michel Frate au restaurant CCAS d'Allar.

2016

26 et 27 janvier : blocus du site de Merlan en soutien à notre jeune camarade Martin

C'est 14 journées d'actions contre la Loi El Khomri

25 avril : accueil CGT du périmètre de M. Monloubou président d'ERDF à Arenc

24 juin : passation du mandat de Président de CMCAS où les Syndicats du périmètre ont décidé que Jean-Christophe Fiandino succède à Jean-Louis Allo.

6 sessions de Journées Rencontre Jeunes

Plusieurs AG de personnel centralisées

De nombreux repas avec les jeunes au Syndicat ou des barbecues sur les sites de travail.

Pot de titularisation de plusieurs jeunes embauchés

1 camarade qui s'est marié et plusieurs autres qui ont fêté leurs 50 ans...

Nous nous sommes également engagés dans un plan de **formation syndicale** ambitieux de l'ensemble du corps militant. En effet, il est important que face aux représentants de la direction formés régulièrement, nos militants disposent d'un maximum d'outils pour mieux défendre les intérêts du personnel, dans leur propre intérêt et celui de notre Organisation.

Afin d'accueillir et informer sur leurs droits les nombreux jeunes issus de la vague d'embauche, nous avons déjà organisé 2 sessions d'accueil au Brusca appelées **Rencontres Journées Jeunes**. Et ce n'est sûrement pas fini...

Rappelons également notre participation active au sein de la Commission Syndicale Distribution (**CSD**) Méditerranée avec un des animateurs issu de notre Syndicat, notre camarade Christophe Simac.

Malgré des pratiques différentes souvent liées à l'histoire, nous avons été amenés à travailler main dans la main avec les Syndicats **C.G.T.** voisins sur différents dossiers avec des résultats encourageants.



Nous pouvons être fiers pour tout ce travail riche et intéressant qu'ensemble, nous avons réalisé. Mais nous pouvons encore progresser...

Nous devons déployer encore plus d'énergie à faire vivre et étoffer nos des **Sections Syndicales** dans tous les métiers, véritables structures élémentaires de la **C.G.T.**. Et en faire réellement une priorité. Il en va, ni plus ni moins, de la qualité du débat vif et démocratique au plus près du terrain sur les questions de conditions de travail, de remontée d'information, de déploiement de la CGT. Au final de la capacité que notre Syndicat aura à élargir le cercle de convaincus et à renouveler son corps militant.

Cela passera également par une amélioration du dispositif d'accueil des adhérents par le biais des stages Niveau 1 notamment.

Les cotisations syndicales représentent les seules sources de revenus de notre Syndicat.

Nous avons le devoir de rappeler autant que nécessaire que ces sommes permettent d'alimenter nos structures que sont Syndicats, Unions Locales (**U.L.**), Unions Départementales (**U.D.**), Fédérations... afin de nous permettre de faire face en toute indépendance, aux dépenses liées aux diverses initiatives comme les Journées Rencontre Jeunes, aux matériels de communication (banderoles, affiches, adhésifs...), à la reproduction liée à la diffusion de tracts papier, divers frais de justice...

C'est dire l'importance de cette question pour nos fonctionnements et donc de mettre en place une organisation capable de gagner en rigueur sur la collecte, y compris la **continuité syndicale**.

Sur le périmètre de notre Syndicat, les militants des **I.E.G.** sont toujours trop peu représentés dans le champ interprofessionnel, c'est regrettable et à améliorer. Comment expliquer que des camarades du secteur privé investis d'un seul mandat DP ou CE parviennent à participer activement à la vie de leur **U.L.** alors qu'au sein du corps militant de notre Syndicat, les permanents y sont très peu impliqués ?... Investissons la place qui nous revient au sein des **U.L.** et de l'**U.D.** pour nous, pour notre Syndicat, pour toute la **C.G.T.**. L'objectif pourrait se résumer en un slogan : "Etre plus forts dehors afin d'être plus forts dedans !"

Sur la question des libertés syndicales, nous avons besoin de progresser pour dissoudre enfin les craintes de s'afficher **C.G.T.**.

Nous devons en finir avec les unités ou entreprises dans lesquelles on ne peut plus pénétrer et nous efforcer d'y aller régulièrement afin que la CGT fasse partie intégrante du paysage.

Plus que jamais, avec le coût de l'énergie qui ne cesse d'augmenter en même temps que la précarité énergétique de plus en plus de familles, le recul du Service Public induisant fermetures de sites et délais d'intervention rallongés..., l'objectif de la création du **Pôle Public de l'Energie** doit continuer à faire l'objet d'une campagne constante: au service de l'intérêt collectif.

Nous devons plus que jamais débattre avec les salariés des enjeux et leur proposer l'action.

Pour conclure, j'insisterai sur quelques éléments.

Il nous faut prendre le temps du recul, s'approprier, analyser et comprendre la situation sociale, économique et politique en France, en Europe et dans le monde. Cela doit nous amener à toujours interroger le rôle du syndicalisme, plus particulièrement celui de la CGT.

Re donner des perspectives, recréer du commun, du lien et de l'humanisme, voilà ce à quoi nous sommes aussi confronté voir attendu en tant qu'acteur social et politique. Il faut remettre en avant notre syndicalisme de transformation sociale et la réponse aux revendications des salariés. La mobilisation inédite du printemps doit être un point d'appui pour amplifier la mobilisation et gagner de nouveaux droits pour les salariés. Saisissons nous de tous les rendez-vous des mois à venir pour redonner du sens à l'humain.

Je finirai par une formule de Georges Séguy. Il disait en 2013 : «*Il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager*».

Merci pour votre écoute.

Et maintenant à vous la parole.

Conclusions du Secrétaire Général

Au nom des camarades dirigeants à notre Commission Exécutive nouvellement élus, je tiens à remercier l'ensemble des Délégués du Congrès pour la confiance qu'ils nous témoignent et certifie que nous ferons tout pour être dignes de cette immense responsabilité qu'ils nous confiée.

Le parcours sera à coup sûr semé d'embûches, mais nous saurons les dépasser comme nous avons toujours réussi à le démontrer.

Je tiens également à remercier chaleureusement l'ensemble des camarades qui ont œuvré afin que notre Congrès soit une réussite, soit par leur participation fraternelle au sein des débats, soit par l'organisation matérielle.

Nous pouvons être fiers de notre travail même si beaucoup reste à faire...

Mais avec le renouvellement qui se profile, nul doute que notre glorieux Syndicat a de beaux jours devant lui.

